



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.96/SR.619
10 octobre 2008

Original: FRANÇAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Cinquante-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 619^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 6 octobre 2008, à 15 heures

Président: M. VAN EENENNAAM (Pays-Bas)

SOMMAIRE

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité exécutif seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 10.

DÉBAT GÉNÉRAL (point 4 de l'ordre du jour) (*suite*)

1. M^{me} RASI (Finlande) dit que la Finlande s'associe à la déclaration faite par la France au nom de l'Union européenne. Elle annonce que son pays, qui a adopté un plan d'action national portant sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, s'attachera particulièrement à protéger les femmes et les petites filles dans les pays vulnérables et dans ceux sortant d'un conflit et participera au Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de la protection. Elle relève avec satisfaction que le Haut-Commissariat s'est associé à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire mise en place par le Secrétaire général de l'ONU et qu'il étudie les incidences des changements climatiques sur les migrations et les déplacements.
2. La Finlande se félicite de ce que le HCR contribue au processus de réforme de l'assistance humanitaire au sein du système de l'ONU et applaudit notamment à ses efforts visant à consolider l'approche modulaire et à améliorer le financement des activités humanitaires. Elle salue également la participation active du HCR aux efforts visant à renforcer le Système de coordinateur humanitaire et le Programme de réformes de l'assistance humanitaire. Elle se félicite de l'intérêt croissant que les pays membres de l'Union européenne manifestent pour la réinstallation de réfugiés et du partenariat qui s'instaure entre les anciens et les nouveaux pays de réinstallation.
3. La Finlande soutient fermement les réformes en cours au Haut-Commissariat pour les réfugiés, qui donneront à ce dernier davantage de flexibilité et lui permettront de mieux répondre aux besoins des populations concernées. Elle se félicite par ailleurs de l'approbation par le HCR des Principes de partenariat de la plate-forme humanitaire mondiale. En 2008, la Finlande a alloué 27 millions de dollars au HCR, dont une somme importante sans affectation particulière, et s'efforcera de maintenir ce niveau de contribution à l'avenir.
4. M. PHUANGKETKEOW (Thaïlande) dit qu'il est nécessaire d'établir des critères clairs pour faire en sorte que le Plan d'action en 10 points du HCR soit mis en œuvre de manière équilibrée, faute de quoi le système d'asile dans son ensemble risquerait d'être affaibli. Il y a plus de trente ans, alors que la région était ravagée par les conflits, la Thaïlande a dû supporter le fardeau que représentait l'accueil d'un nombre considérable de réfugiés et de personnes déplacées. Depuis, les disparités économiques dans la région ont entraîné de nouveaux flux continus d'immigration en Thaïlande, qui doit aujourd'hui, comme beaucoup d'autres pays, tenter de concilier les considérations de sécurité nationale et la nécessité d'offrir un espace humanitaire aux personnes dans le besoin. Les possibilités de réinstallation étant limitées, le retour des réfugiés dans leur pays doit faire partie des solutions à long terme. À cet égard, les pays d'origine des réfugiés doivent aujourd'hui participer pleinement à la recherche de solutions au problème posé par les flux migratoires.
5. La Thaïlande se félicite d'avoir été choisie comme l'un des huit pays pilotes dans lesquels est mise en œuvre l'Initiative relative à l'évaluation des besoins globaux, qui a mis en lumière l'existence de besoins non satisfaits et les charges croissantes auxquels il faut faire face. Elle réaffirme son engagement à coopérer avec ses partenaires en matière de réinstallation et espère que les habituels pays de réinstallation continueront à être en mesure d'accueillir de

nombreuses personnes déplacées se trouvant en Thaïlande. Elle continuera à participer activement à la recherche de solutions durables et se réjouit de poursuivre les débats à l'occasion du prochain Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de la protection.

6. M. BAZANA TARSIS (Ouganda) dit que son pays a continué à encourager le retour des réfugiés dans le sud du Soudan. Il invite la République démocratique du Congo à signer un accord tripartite et à commencer à rapatrier les réfugiés congolais. Plus de 3 000 réfugiés rwandais sont retournés dans leur pays durant l'année 2008. La stratégie relative à la réadaptation, au redressement et à la reconstruction des zones sortant d'un conflit et ayant accueilli des réfugiés et des personnes déplacées, élaborée avec l'aide du HCR, sera mise en œuvre de 2009 à 2013. M. Bazana Tarsis remercie les Gouvernements danois, japonais et allemand pour leur appui à la première phase de ce programme et invite les partenaires de développement de l'Ouganda et les institutions de l'ONU à apporter leur soutien pour la phase suivante. Il remercie aussi le HCR et ses autres partenaires, qui ont soutenu le Gouvernement dans le processus de retour et de réinsertion des personnes déplacées dans le nord du pays. Pour poursuivre ce processus, le Gouvernement a lancé un plan de redressement et de développement au coût estimatif de 600 millions de dollars et un soutien lui est nécessaire. À cet égard, M. Bazana Tarsis demande de quelle manière le HCR pourrait contribuer à la réinstallation des personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda, compte tenu de la menace pour la sécurité que constitue la présence de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) en République démocratique du Congo et dans le sud du Soudan et sachant que Joseph Koni, chef de la LRA, a refusé de signer l'accord de paix.

7. En vue de trouver une solution au problème des déplacements, l'Union africaine organise, en avril 2009, une conférence spéciale des chefs d'État et de gouvernement sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées dans leur pays en Afrique. C'est la première fois qu'un tel sommet est organisé en Afrique et l'Ouganda en sera le pays hôte. Le Gouvernement ougandais prie le Haut-Commissaire et le Secrétaire général de l'ONU de l'honorer de leur présence à cette occasion. Il invite aussi tous les États membres, les organisations de la société civile, les institutions de l'ONU et les principales parties prenantes à participer à cette conférence et à contribuer à sa réussite. M. Bazana Tarsis remercie particulièrement le Haut-Commissaire, le bureau régional du HCR à Addis-Abeba et la Commission de l'Union africaine pour le soutien qu'ils apportent à l'Ouganda dans la préparation de cette conférence et pour leur contribution de 350 000 dollars aux frais d'organisation du Sommet. Lors de ce Sommet devrait être adoptée une convention internationale sur l'assistance et la protection des personnes déplacées dans leur propre pays en Afrique.

8. M. MUTHANA HASAN (Yémen) dit que la guerre civile en Somalie a conduit 700 000 réfugiés au Yémen. Malgré ses ressources limitées, le pays s'est efforcé de fournir à ces personnes de nombreux services de première nécessité. Le Président de la République a invité toutes les parties prenantes à une table ronde pour promouvoir la réconciliation nationale en Somalie et tenter d'améliorer la situation.

9. Par ailleurs, ces trois dernières années, de nombreux autres réfugiés – venus notamment d'autres pays de la Corne de l'Afrique – ont choisi le Yémen comme pays de refuge ou de transit en attendant de pouvoir gagner des pays du Golfe, d'autres pays d'Afrique ou l'Europe, ce qui pose des problèmes de sécurité au pays. En effet, les réfugiés tentent souvent de fuir les camps et de gagner des villages et des villes, où les Yéménites doivent partager avec eux le peu de

ressources disponibles, compte tenu en particulier de la hausse des prix du pétrole, des matières premières et des denrées alimentaires. Le Yémen aurait besoin d'une assistance pour trouver une solution à ce problème et, notamment, aider les réfugiés à se réinstaller dans d'autres pays. Il souhaite également que la communauté internationale l'aide à trouver des solutions au problème de la piraterie dans le golfe d'Aden. Il se félicite du niveau de coopération dont il bénéficie de la part du HCR et salue en particulier le rôle joué par M. Guterres et ses collaborateurs, notamment M^{me} Bourgeois, représentante du HCR au Yémen.

10. M. SCHWEPPE (Allemagne) dit que sa délégation s'associe pleinement à la déclaration faite par la France au nom de l'Union européenne. Les membres du Comité exécutif doivent s'attaquer de manière continue et systématique au problème du rétrécissement de l'espace humanitaire. L'Allemagne salue à cet égard les efforts du Haut-Commissaire pour trouver des solutions au nombre croissant de réfugiés en situation prolongée et se félicite des progrès réalisés en la matière en 2007, notamment en Afrique. Elle continue de soutenir fortement les réformes structurelles et de gestion du HCR, qui visent à fournir de meilleurs services et davantage de ressources au nombre grandissant de réfugiés.

11. S'agissant de la nouvelle structure budgétaire du HCR, qui a été adoptée à la réunion du Comité permanent tenue au printemps 2008 et qui constitue une partie importante de la réforme, l'Allemagne salue les efforts du HCR pour assurer une gestion basée sur les résultats. Elle souligne aussi l'importance de la mise au point d'un système complet de gestion des connaissances et d'apprentissage de l'organisation. Elle considère comme pertinente l'idée du HCR d'établir son budget sur la base d'une évaluation des besoins globaux. L'étude pilote menée en la matière dans huit pays montre que les besoins sont largement supérieurs aux ressources actuellement allouées à ces pays. La mise en œuvre de l'évaluation des besoins globaux à l'échelle mondiale en 2009 confirmera sans doute cette tendance. Toutefois, il semble certain que les donateurs traditionnels ne seront pas en mesure de supporter une charge supplémentaire et un plus grand nombre d'acteurs devront assumer la responsabilité du financement. Par ailleurs, il sera essentiel d'intensifier la coopération et la coordination entre les acteurs du secteur humanitaire en ce qui concerne les réfugiés, les apatrides, les personnes déplacées et les autres personnes dont s'occupe le HCR.

12. M^{me} THOMPSON (Costa Rica) dit que son pays soutient le processus de réformes structurelles engagé par le HCR, ainsi que la mise en œuvre de l'évaluation des besoins globaux, qui vise à mesurer les besoins réels des populations dont l'organisation a la protection. Le Costa Rica suit aussi avec intérêt la mise en œuvre du processus de décentralisation du HCR en Amérique du Sud et la création d'un bureau régional au Panama. Dans ce contexte, le Costa Rica est en faveur du recrutement de personnel local, d'une coordination accrue pour la prise de décisions sur le terrain et de la mise en place de mesures de contrôle plus efficaces. Le Costa Rica soutient en outre l'initiative «Unis dans l'action» de l'ONU et encourage à cet égard les gouvernements et la société civile à participer plus activement à la recherche et à la mise en œuvre de solutions à long terme, qui doivent prendre le relais des opérations temporaires menées par le HCR.

13. Le Costa Rica a récemment signé avec le HCR un accord de coopération visant à augmenter ses capacités nationales pour la détermination du statut de réfugié, à améliorer son système national d'asile et à faciliter la réorganisation de la Direction générale des migrations et des étrangers. Au mois d'août, le pays a accueilli une conférence régionale sur les migrations,

organisée sous la forme d'un atelier consacré à la protection et aux solutions durables dans le contexte des flux migratoires mixtes, en vue de la tenue fin 2009 de la Conférence régionale sur la protection des réfugiés et les migrations internationales, grâce au soutien financier de l'Union européenne.

14. Comme relevé par le Haut-Commissaire dans son allocution liminaire, les fonds disponibles pour la protection des réfugiés sont bien moindres que les sommes destinées à la sauvegarde du système financier international. Ils sont encore plus limités si on les compare aux dépenses militaires et aux achats d'armements. Or les conflits armés et les effets néfastes du changement climatique sont actuellement les principales causes de déplacements internes et internationaux de personnes. Aussi le Costa Rica invite-t-il les États membres du Comité à réfléchir aux priorités qui devraient être les siennes.

15. M^{me} AZEVÊDO (Brésil) dit que son pays a célébré en 2008 le dixième anniversaire du Comité national brésilien pour les réfugiés (CONARE), qui a été la première structure tripartite en Amérique du Sud, dans laquelle le Gouvernement, la société civile et le HCR travaillent ensemble pour formuler les politiques et les procédures relatives aux réfugiés. Au Brésil, les demandeurs d'asile ont le droit de travailler, ont un permis de résidence temporaire et ont accès au système de santé publique et d'éducation jusqu'à ce qu'une décision soit prise les concernant. Ils peuvent aussi circuler librement. Les membres de leur famille au sens large sont susceptibles de bénéficier du statut de réfugié. Les réfugiés peuvent demander un visa permanent, puis la nationalité brésilienne après six années de résidence dans le pays. Ces dernières années, le nombre de réfugiés au Brésil a presque doublé. Entre 2004 et 2008, le Gouvernement brésilien a multiplié par six le montant des crédits alloués aux activités en faveur des réfugiés. La coopération internationale est essentielle pour aider les pays en développement à assurer l'insertion des réfugiés dans leur société. Le Brésil est prêt à partager son expérience en la matière avec les partenaires intéressés.

16. Dans le cadre du Plan d'action de Mexico de 2004, le Brésil a proposé une initiative régionale intitulée Programme de réinstallation solidaire fondée sur la coopération internationale, la solidarité et le partage des responsabilités; il y invite les pays de la région à offrir des solutions de réinstallation aux réfugiés accueillis par des États qui connaissent un afflux important de réfugiés. En 2005, le Brésil a mis au point une procédure de réinstallation d'urgence qui permet aux réfugiés qui courent un risque imminent de voir leur demande de réinstallation examinée dans les soixante-douze heures. Si elle est acceptée, ils peuvent arriver sur le territoire brésilien dans les sept jours. Fort de son expérience au niveau régional, le Brésil a décidé d'étendre ses programmes au-delà des frontières du continent américain et, en 2007, il a accueilli un groupe de 107 réfugiés palestiniens venus du désert jordanien. Le Gouvernement brésilien, tout comme le Haut-Commissaire pour les réfugiés, s'inquiète des mesures de plus en plus nombreuses visant à restreindre les migrations, qui peuvent mettre à mal le principe de protection et la base même du droit humanitaire, notamment le principe de non-refoulement.

17. M. ESTEVES (Portugal) souscrit à la déclaration faite par le représentant de la France au nom de l'Union européenne. Il estime que les organismes d'aide humanitaire doivent tenir compte chaque jour davantage de l'interdépendance des questions de la pauvreté, des conflits armés et des changements climatiques. De nouveaux schémas de déplacement migratoires sont en outre apparus et ont brouillé la distinction qui pouvait habituellement être faite entre un réfugié, une personne déplacée à l'intérieur de son propre pays et un migrant économique. Cette

nouvelle réalité ne pouvant être ignorée, les solutions aux problèmes posés par les migrations mixtes et les déplacements secondaires passent inévitablement par une coopération sans faille de tous les acteurs concernés, à savoir les gouvernements, les institutions des Nations Unies, les organisations internationales et les ONG.

18. À cet égard, le Portugal adhère pleinement au Plan d'action en 10 points et attache une grande importance aux décisions prises par le Comité exécutif, telles que la Conclusion générale sur la protection internationale, en ce qu'elles facilitent l'établissement de normes internationales. Il travaille d'ailleurs actuellement à la transposition en droit interne des recommandations contenues dans la conclusion du Comité exécutif sur les enfants dans les situations à risque et, récemment, il s'est officiellement engagé à accepter la réinstallation de réfugiés, triplant ses quotas annuels.

19. M. KAJWANG (Kenya) salue la participation du Haut-Commissaire aux célébrations de la Journée mondiale des réfugiés tenues le 20 juin 2008 à Nairobi et aux visites organisées dans les camps de réfugiés. Il indique que le Gouvernement kényan est profondément préoccupé par la situation dans les camps de Dadaab, actuellement surpeuplés, suite à l'afflux ininterrompu de réfugiés somaliens. Au cours de l'année écoulée, le Kenya a accueilli 45 000 nouveaux demandeurs d'asile. Le nombre des rapatriements volontaires de réfugiés soudanais étant en outre en perte de vitesse, il lui faut absolument trouver de nouveaux terrains pour augmenter ses capacités d'hébergement et, partant, assurer une cohabitation harmonieuse avec les communautés locales.

20. Le Kenya étant toujours aux prises avec des problèmes économiques, environnementaux et alimentaires, M. Kajwang exhorte le HCR et les autres institutions des Nations Unies à continuer de financer certains des projets d'accueil mis en place dans les régions de Dadaab et de Kakuma et prie instamment la communauté internationale de trouver une issue à la crise politique en Somalie, où la paix est encore fragile. Il remercie le Gouvernement danois de son aide aux fins du renforcement des capacités du Gouvernement kényan en matière de gestion des affaires relatives aux réfugiés.

21. M. SCHAAPVELD (Pays-Bas) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par la France au nom de l'Union européenne. Il estime que la récente crise en Géorgie a montré que le HCR était capable de réagir de manière flexible et coordonnée pour porter assistance aux populations déplacées. Malheureusement, le principe de la liberté d'accès des organismes humanitaires n'est pas toujours respecté dans les zones de conflit. À cet égard, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, M. Koenders, Ministre néerlandais de la coopération pour le développement, a organisé une réunion parallèle portant sur la situation humanitaire désolante et la réduction de l'accès des organismes humanitaires en Somalie en particulier et dans la Corne de l'Afrique en général. En Somalie, le personnel, les véhicules et les fournitures du HCR sont régulièrement la cible d'attaques, ce qui pose la question de la poursuite des opérations de secours dans un avenir proche. Les Pays-Bas réfléchiront avec le HCR et ses partenaires au dilemme entre les principes humanitaires et les considérations de sécurité.

22. Notant qu'un groupe relativement restreint de pays fournit une très grande partie du budget total du HCR, M. Schaapveld lance un appel à d'autres donateurs et notamment au secteur privé pour qu'ils contribuent de manière plus généreuse aux activités du HCR. Il se félicite de la participation active du HCR à l'initiative de l'ONU intitulée «Unis dans l'action» et invite le

Haut-Commissariat à poursuivre ses efforts en la matière, car cette initiative pourrait être essentielle pour effectuer la transition entre la phase de secours et celle de l'aide au développement. Il annonce que des modifications à la législation néerlandaise relative à l'asile, visant à accélérer et à améliorer la précision des procédures, sont en cours d'examen. Les Pays-Bas sont en faveur d'un système européen commun d'asile qui permettra un meilleur partage des charges entre les États membres de l'Union européenne. Ils font de leur mieux pour respecter leurs quotas de réinstallation.

23. Pendant la Conférence ministérielle intitulée «Bâtir une Europe de l'asile», qui s'est tenue à Paris les 8 et 9 septembre 2008, la Secrétaire d'État néerlandaise à la justice a présenté un plan portant sur tous les aspects des besoins des réfugiés et des demandeurs d'asile venus d'Iraq. Elle a plaidé en faveur d'un «plan de soutien à la réintégration» pour encourager le retour durable des réfugiés iraqiens dans leur pays. Ce plan comprendra aussi une approche européenne commune en matière de fourniture d'une protection aux réfugiés iraqiens, ainsi qu'un volet sur la réinstallation. Les Pays-Bas remercient le HCR de sa volonté de contribuer à ce Plan européen pour les réfugiés et les demandeurs d'asile iraqiens.

24. Le PRÉSIDENT invite le Haut-Commissaire pour les réfugiés à répondre à ces interventions.

25. M. GUTERRES (Haut-Commissaire pour les réfugiés) se félicite de la collaboration instaurée avec la Finlande, actuellement l'un des plus grands pays donateurs, mais plus encore des améliorations notoires qui ont été apportées récemment au système d'asile national, ainsi que de l'adoption du plan d'action national concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, l'autonomisation des femmes et des petites filles étant en effet au cœur des enjeux de protection et de développement.

26. Notant que la Thaïlande, de par sa position stratégique, est devenue pays de transit et de destination majeur, M. Guterres se dit prêt à collaborer plus étroitement encore avec le Gouvernement pour résoudre les difficultés rencontrées, notamment avec les réfugiés du Myanmar non enregistrés dans les camps et la communauté lao-hmong, et pour apporter protection et assistance aux réfugiés en évitant dans la mesure du possible le refoulement. Il exprime au Gouvernement ougandais sa profonde reconnaissance pour la générosité et l'hospitalité dont l'Ouganda a toujours fait preuve en accueillant de nombreux réfugiés des pays voisins et pour le niveau remarquable de protection offert, dans le cadre d'un statut à part entière, à ces personnes dans le besoin qui sont autorisées à s'établir, à cultiver la terre et à accéder au système d'éducation et de santé. Il invite la communauté internationale à soutenir les programmes d'aide au retour que le Gouvernement ougandais met en œuvre en faveur des Ougandais déplacés dans le nord du pays.

27. En réponse aux observations du représentant de l'Allemagne, le Haut-Commissaire souligne l'importance de l'évaluation et de la gestion des connaissances au HCR aux fins de l'amélioration de l'ensemble de ses activités. À ce sujet, il note, comme relevé par le représentant des Pays-Bas, la nécessité dans le présent contexte difficile d'élargir l'assiette des donateurs et d'encourager les États les plus riches à contribuer aux efforts humanitaires déployés non seulement dans le cadre d'accords bilatéraux mais aussi systématiquement dans le cadre des organisations multilatérales. Il salue l'initiative prise récemment par l'Allemagne en faveur de la

réinstallation de réfugiés irakiens et de la modification des critères d'éligibilité dans le cadre du programme européen en vigueur.

28. Le Haut-Commissaire salue l'amélioration du système d'asile entreprise par le Gouvernement costa-ricien et souligne l'importance de la prochaine Conférence régionale sur la protection des réfugiés et les migrations internationales en termes de définition des politiques migratoires et de gestion des frontières. Il rend par ailleurs hommage au Gouvernement brésilien pour sa politique en matière d'asile et la société civile en général pour l'accueil réservé aux réfugiés dans le pays. Le Brésil possède l'une des législations migratoires les plus avancées du monde.

29. Le Haut-Commissaire donne au représentant du Yémen l'assurance que le HCR, comme convenu récemment, augmentera ses capacités d'intervention dans le pays pour faire face à l'afflux massif de réfugiés via le golfe d'Aden et appelle la communauté internationale à s'intéresser davantage à la situation dramatique des nombreux réfugiés victimes des contrebandiers dans cette région et à s'engager en faveur de la population yéménite, elle-même éprouvée par des déplacements internes. Il se félicite par ailleurs que les recommandations non contraignantes du HCR aient été transposées dans le droit interne portugais.

30. Le Haut-Commissaire remercie le représentant du Kenya pour l'hospitalité de longue date de son pays à l'égard des réfugiés et pour l'ouverture dont le Kenya a toujours fait preuve dans sa collaboration avec le HCR pour accueillir de nombreux réfugiés somaliens. Il reconnaît la pression que la présence de cette population exerce sur le pays, notamment à Dadaab où vivent actuellement quelque 250 000 personnes, et indique avoir convoqué pour la semaine prochaine une réunion sur le sujet avec le Bureau africain. Le HCR reste en outre très attaché au retour des réfugiés de Kakuma dans le sud du Soudan, dès le retour de la saison sèche.

31. Le Haut-Commissaire salue pour finir la contribution des Pays-Bas, l'un des soutiens financiers les plus fermes du HCR, à l'établissement du système d'asile européen et à l'harmonisation des niveaux de protection accordés, principalement aux réfugiés irakiens.

32. M. BADR (Égypte) fait sienne la déclaration prononcée par le représentant de la Côte d'Ivoire au nom du Groupe africain. Il appelle les pays développés à participer efficacement au partage du fardeau et des responsabilités en ce qui concerne l'aide aux réfugiés. Pour une réelle mise en œuvre de la protection internationale, il faut que les gouvernements et les donateurs augmentent leur aide financière et tiennent compte des répercussions que les programmes peuvent avoir au niveau socioéconomique et au plan de la sécurité pour les communautés d'accueil.

33. L'Égypte soutient le HCR dans ses efforts pour trouver des solutions durables, notamment sous la forme du rapatriement volontaire, et salue les opérations qu'il a organisées à cette fin dans un certain nombre de pays africains, ainsi que les moyens qui ont été déployés dans le cadre de la coopération pour faciliter le retour volontaire de réfugiés soudanais de l'Égypte vers le Soudan. L'Égypte se félicite également de l'aide qui a été apportée aux réfugiés et aux déplacés irakiens mais considère que la communauté internationale devrait être plus solidaire dans le partage du fardeau avec les pays voisins de l'Iraq. Elle est favorable au rôle croissant que joue le HCR pour aider et protéger les déplacés à l'intérieur de leur propre pays dans le cadre de

l'approche modulaire et estime à cet égard que l'action du Haut-Commissariat ne doit pas être entravée par les institutions régionales.

34. L'Égypte se félicite par ailleurs des décisions qui ont été adoptées en mars dans le cadre de la réforme administrative et structurelle, considérant qu'il est important de veiller à ce que les fonds disponibles aillent directement aux réfugiés. Elle remercie le Haut-Commissaire d'avoir pris l'initiative d'organiser au Caire en novembre, en coopération avec la Ligue arabe, une manifestation à l'occasion de la publication d'un ouvrage sur le concept d'asile dans le droit international et la charia islamique.

35. M^{me} RODRIGUEZ (Mozambique) dit que sa délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Côte d'Ivoire au nom du Groupe des États d'Afrique. Le Mozambique abrite à l'heure actuelle 7 000 demandeurs d'asile et réfugiés provenant pour la plupart de la région des Grands Lacs. En dépit des quelques opérations de rapatriement de réfugiés vers la République démocratique du Congo qui ont été menées au cours de l'année écoulée, le nombre de réfugiés ne diminue pas et l'on assiste à l'arrivée d'une nouvelle vague de demandeurs d'asile en provenance principalement des camps de réfugiés situés dans les pays voisins. Le Mozambique estime que le rapatriement vers les pays où la paix a été rétablie et où les processus de reconstruction et de démocratisation suivent leur cours devrait être accéléré. En tant que pays pilote pour la mise en œuvre de l'initiative «Unis dans l'action», il est persuadé que les réformes en cours au HCR en particulier et au sein du système des Nations Unies en général renforceront les capacités du Gouvernement à faire face au phénomène des réfugiés. À cet égard, M^{me} Rodriguez indique qu'il n'a pas été nécessaire de recourir à l'application de la proposition de plan d'urgence que le Gouvernement avait élaborée avec le concours du HCR pour faire face à un éventuel afflux de réfugiés pendant la période électorale au Zimbabwe, car la situation aux frontières n'a pas pris les proportions que l'on craignait.

36. En cette année de soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le monde connaît une multitude de crises dont les pays en développement subissent le plus les effets. Cette situation favorise le développement des conflits, qui sont la principale cause de mouvements de personnes déplacées dans leur propre pays, de réfugiés et de flux migratoires mixtes. Le Mozambique est convaincu que la philosophie qui prévaut au HCR, combinée à la volonté politique des États membres, crée les conditions qui permettront de mener à bien les stratégies et programmes du Haut-Commissariat. Il souligne aussi l'importance d'un partenariat approfondi entre le HCR et d'autres organisations, étant donné l'accroissement des mouvements de population, en particulier sur le continent africain qui enregistre le nombre alarmant de 17 millions de personnes déplacées. C'est dans ce contexte que l'Union africaine a décidé d'organiser un sommet extraordinaire sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées dans leur propre pays en Afrique, en vue d'adopter une convention sur la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et l'assistance à ces personnes.

37. M. DOMECCO (Espagne) souscrit à la déclaration faite au nom de l'Union européenne par le représentant de la France. Il observe avec préoccupation que le nombre de réfugiés dans le monde augmente à nouveau après avoir diminué pendant plusieurs années. L'Espagne appuie l'action menée par le HCR pour garantir à ces personnes la protection internationale. La politique internationale de l'Espagne reflète les valeurs de ses citoyens et la solidarité qu'ils manifestent spontanément lorsque des crises humanitaires surviennent dans d'autres pays. Convaincu que seul un multilatéralisme efficace permet une réponse adaptée aux défis du monde

interdépendant d'aujourd'hui, le Gouvernement espagnol estime nécessaires de nouvelles normes de gouvernance mondiale pour remédier aux conflits actuels et à leurs causes, sur la base du dialogue et de la coopération internationale, d'une diplomatie préventive et pragmatique et d'un respect scrupuleux de l'état de droit et de la légalité internationale. Cet engagement de l'Espagne s'est traduit par un accroissement très sensible de sa contribution aux institutions et programmes des Nations Unies, dont le HCR. La réforme récente de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a conduit à un renforcement de ses moyens d'assistance dans les situations d'urgence internationales, par la création d'un bureau de l'action humanitaire, une augmentation considérable de ses moyens financiers et une plus grande souplesse dans la capacité d'intervention face aux urgences humanitaires. Le Gouvernement espagnol compte également sur la conclusion prochaine d'un accord de coopération entre l'AECID et le HCR pour renforcer la coopération fructueuse de ces deux organismes au cours des dernières années, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

38. En cette année de soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Espagne estime important de réaffirmer le droit d'asile, auquel ne doivent porter atteinte ni les politiques, ni les législations nationales, et invite tous les États qui n'ont pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole additionnel de 1967 à le faire. Elle reste gravement préoccupée par la persistance de diverses situations de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays, comme celles qui sévissent au Darfour, en Iraq, en Afghanistan ou au Pakistan, en même temps qu'elle salue la générosité des pays en développement qui accueillent un grand nombre de réfugiés comme la Syrie, la Jordanie, l'Iran, le Pakistan ou l'Équateur, et qui doivent être aidés davantage. Elle estime particulièrement opportun que la question des réfugiés en situation prolongée reçoive une attention prioritaire du Comité exécutif pour 2009 et constitue le thème du dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de la protection, qui se tiendra en décembre 2008.

39. Sur la question du Sahara occidental, indépendamment de la recherche d'une solution définitive dans le cadre de l'ONU, et strictement pour des raisons humanitaires, M. Domecq invite l'Algérie et le Maroc, pays amis de l'Espagne, à trouver un accord et à consolider les mesures de confiance en vue de remédier à la grave situation dont souffre la population des camps de Tindouf. Un niveau de financement plus élevé est nécessaire dans cette optique.

40. M^{me} KANGIWA (Nigéria) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par la Côte d'Ivoire au nom du Groupe des États d'Afrique. Elle rend hommage au HCR et aux gouvernements et institutions qui agissent pour assurer la protection des très nombreuses personnes de par le monde que des crises et des catastrophes diverses privent de perspectives d'avenir et pour leur porter assistance. Il est indispensable, pour améliorer le sort de ces personnes, que les parties prenantes harmonisent leurs efforts pour trouver des solutions durables et régler définitivement les situations prolongées de réfugiés.

41. Le retour à la paix et à la normalité au Libéria et en Sierra Leone depuis 2003 et l'élection de gouvernements démocratiques ont permis d'engager un processus de réintégration et de reconstruction dans ces pays qui a facilité le retour de leurs réfugiés. Ces deux pays et le Nigéria ont signé avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le HCR un accord multipartite concernant l'intégration locale des réfugiés libériens et sierra-léonais au Nigéria, qui doit devenir un cadre d'intégration à l'échelle des pays de la CEDEAO. Le Gouvernement nigérian a invoqué les clauses de cessation du statut de réfugié à l'égard des

réfugiés libériens et sierra-léonais à compter du 31 décembre 2008. Mais un problème se pose dès lors que le HCR ne les a invoquées que s'agissant des réfugiés sierra-léonais, et d'autres pays, tantôt pour ces réfugiés, tantôt pour les réfugiés libériens. Cette situation fait clairement apparaître la nécessité d'une plus grande cohérence, non seulement dans la sous-région mais aussi à l'échelle mondiale afin de synchroniser la protection internationale et les interventions. Enfin, M^{me} Kangiwa note que le partenariat et la collaboration du Gouvernement nigérian avec le HCR dans le cadre des programmes de réintégration des rapatriés nigériens à Gembu, dans l'État de Taraba, ont été un franc succès. Le projet de Gembu constitue désormais un exemple de bonnes pratiques pour les situations de rapatriés.

42. M^{me} OVERVAD (Danemark) souscrit à la déclaration faite par la France au nom de l'Union européenne et exprime le ferme soutien de son pays aux efforts menés par le Haut-Commissaire pour faire du HCR une organisation plus souple, efficace et économe, dont l'action a un plus grand impact sur ses bénéficiaires de par le monde. La délégation danoise félicite le HCR pour le succès de la délocalisation de son personnel administratif et technique à Budapest et attend avec intérêt d'être informée des résultats du processus de décentralisation sur le terrain. Elle souligne le rôle moteur que joue le HCR dans la réforme de l'action humanitaire et salue son engagement auprès des personnes déplacées, dont le nombre croît rapidement et dont les besoins humanitaires et de protection ont souvent été négligés jusqu'à présent. Le nombre croissant de réfugiés urbains dans les mégapoles du monde entier constitue un problème important qui impose un cadre de travail complètement nouveau au HCR. La délégation danoise attend avec intérêt d'être informée des activités du HCR dans ce domaine en pleine évolution.

43. L'évolution du climat n'a pas encore eu tous ses effets et risque d'entraîner de graves conséquences économiques et sociales au cours des prochaines années dans plusieurs pays, tout en accélérant un certain nombre de tendances actuelles. Par exemple, l'accès à l'eau pourrait être un nouveau facteur de conflits, ce qui pourrait augmenter le nombre de personnes déplacées. L'un des axes majeurs de la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que le Danemark accueillera en 2009, sera l'amélioration des interventions dans les situations d'urgence. Les plans d'action nationaux doivent tenir compte des conséquences des changements climatiques non seulement sur les réfugiés et les personnes déplacées, mais aussi sur l'urbanisme, ainsi que de leurs effets sur les mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'échelle mondiale.

44. La réforme de l'ONU et l'initiative «Unis dans l'action» offrent des possibilités importantes de mieux coordonner l'action du système des Nations Unies au niveau national. Pour le HCR, ces réformes devraient signifier de meilleures possibilités pour mener des activités de réintégration et une meilleure prise en compte des personnes déplacées dans les programmes nationaux de développement et de réduction de la pauvreté. Il convient de rendre hommage au Haut-Commissaire, qui a souligné dans sa déclaration liminaire le potentiel de l'initiative «Unis dans l'action» pour ce qui est d'associer le système des Nations Unies dans son ensemble à la recherche de solutions durables. Enfin, le Danemark se félicite des partenariats renforcés du HCR avec des ONG ayant des capacités avérées d'exécution de programmes humanitaires et de relèvement rapide, ainsi qu'avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH).

45. M. CUCIĆ (Serbie) rend hommage aux efforts du HCR pour régler les situations prolongées de réfugiés. La Serbie, seul pays d'Europe qui connaisse de telles situations, s'emploie résolument à protéger et à aider toutes les personnes déplacées par les conflits passés

qui résident sur son territoire. La Serbie accueille le plus grand nombre de réfugiés en Europe, soit, au cours des seize dernières années, environ 830 000 personnes touchées par le conflit. Si le nombre de réfugiés enregistrés en Serbie est passé aujourd'hui à environ 97 000 personnes, il convient aussi de tenir compte des 209 000 personnes déplacées qui ont fui le Kosovo et la Métochie. La délégation serbe regrette que la Mise à jour sur les opérations du HCR en Europe ne mentionne pas le problème du grand nombre de personnes déplacées qui ont fui le Kosovo et la Métochie.

46. En Serbie, la situation des centres collectifs reste difficile et 6 200 personnes y vivent encore, pour certaines d'entre elles depuis plus de quinze ans. La situation des 40 000 Roms déplacés, qui vivent dans des zones d'installation insalubres, est particulièrement préoccupante. Plus de 200 000 réfugiés ont obtenu la citoyenneté serbe au cours des dix dernières années, mais un nouveau problème se pose à présent du fait que les réfugiés ont cessé de demander l'annulation de leur statut de réfugié car ils ne voient pas de possibilité de recouvrer leurs droits s'ils deviennent citoyens serbes. Le Commissariat serbe aux réfugiés élabore actuellement, en coopération avec le HCR, des modifications visant à actualiser la stratégie nationale pour le règlement des situations des réfugiés et des personnes déplacées, afin de trouver des solutions durables aux situations prolongées.

47. La délégation serbe souligne l'importance que revêt la restitution des droits individuels d'occupation et de propriété sans discrimination dans les pays d'origine et regrette que la Déclaration de Sarajevo, seul cadre régional existant pour le règlement de la situation des réfugiés dans le sud-est de l'Europe, ne soit pas mentionnée dans la Mise à jour sur les opérations du HCR en Europe. Seul le respect des obligations concernant le rétablissement des droits individuels ou, à défaut, l'octroi d'une compensation appropriée offre une perspective européenne aux pays de la région; la Serbie, qui s'est engagée à respecter toutes ses obligations à cet égard comme condition de son adhésion à l'Union européenne, attend de tous les autres pays de la région qu'ils en fassent autant.

48. M. GIGABA (Afrique du Sud) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Côte d'Ivoire au nom du Groupe des États d'Afrique. Son pays, où la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a beaucoup avancé depuis l'avènement de la démocratie il y a quatorze ans, compte rester au premier rang des nations dans ce domaine. Il n'en est que plus conscient de la gravité des violences criminelles perpétrées contre des ressortissants sud-africains et étrangers en mai 2008, qui ont causé la mort de 62 personnes, dont 22 Sud-Africains, et le déplacement de milliers de personnes. Cette violence a été condamnée par tous les Sud-Africains et le Gouvernement en a tiré des leçons importantes. L'Afrique du Sud connaît des flux migratoires mixtes. Souvent, les immigrants fuient une situation difficile ou des persécutions dans leur pays d'origine. Ils s'installent dans des communes pauvres où ils disputent des emplois mal rémunérés à la population locale, qui les rend responsables de ses difficultés économiques. Alors que la circulation des personnes au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est intensifiée, les pays membres manquent de moyens pour gérer les mouvements migratoires, qui ne sont pas toujours prévisibles.

49. Au lendemain des violences, le Gouvernement sud-africain n'a accepté aucune excuse et a réagi promptement, en coopération avec des ONG locales et internationales et le HCR, afin de calmer les violences, d'arrêter et de poursuivre les responsables et de protéger les victimes; d'apporter une assistance humanitaire à toutes les victimes, y compris les personnes en situation

irrégulière, sur la base d'une approche fondée sur les droits de l'homme; et de rechercher des solutions à moyen et à long terme qui pourraient nécessiter la révision de certaines politiques, notamment en matière d'immigration et d'asile. En coopération avec leurs partenaires, les autorités sud-africaines ont souligné dans le discours public la contribution positive des migrations internationales à l'économie et à la vie sociale et culturelle, et ont rappelé les obligations du pays à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile, sans minimiser les préoccupations légitimes des Sud-Africains. Elles ont pris en urgence des mesures pour améliorer le système et les procédures d'asile et renforcer les capacités de gestion des demandes d'asile. Parallèlement, elles ont œuvré à la recherche d'une solution pacifique à la situation au Zimbabwe, tout en étant conscientes qu'il n'y aurait pas de solution instantanée.

Le Gouvernement sud-africain est déterminé à tout mettre en œuvre pour que pareils incidents ne se reproduisent jamais et renouvelle ses excuses à la communauté internationale et aux pays africains concernés pour les souffrances causées à leurs ressortissants lors de ces événements.

50. M. LOULICHKI (Maroc) rend hommage au processus de réformes administratives et de restructurations budgétaires lancé par le HCR mais regrette qu'en dépit de ces efforts le décalage entre les besoins et les ressources disponibles persiste. Le Maroc est favorable à un renforcement du HCR et a sensiblement augmenté sa contribution financière à celui-ci; sa contribution de 500 000 dollars en 2008 sera reconduite au même niveau en 2009. Pour accomplir efficacement ses fonctions de protection et d'assistance, le HCR doit renforcer sa présence sur le terrain, ce qui suppose un accès libre et total aux camps de réfugiés pour évaluer les besoins réels et veiller à ce que l'aide ne soit pas détournée. L'évaluation des besoins globaux passe donc par une maîtrise des données sur le terrain. Il est essentiel dans ce contexte que le HCR dispose de statistiques fiables et exactes sur les bénéficiaires de l'assistance sur le terrain, à quoi les pays d'asile ont l'obligation de coopérer.

51. La délégation marocaine appelle l'attention sur la situation dans les camps de Tindouf en Algérie, dont la population vit dans des conditions alarmantes et continue de dépendre d'une aide humanitaire délivrée selon des critères inhabituels et peu transparents. Elle réitère son appel pour que le HCR ait un accès direct et libre à ces camps afin d'y recenser le nombre de bénéficiaires et leurs besoins réels, en déployant le système d'enregistrement global standard du HCR, *proGres*, dont l'efficacité dans ce type de situation est prouvée.

52. M. Loulichki rappelle que la délégation marocaine, lors de la cinquante-huitième session du Comité exécutif, avait demandé qu'un rapport factuel et circonstancié soit établi par le secrétariat sur la situation dans les camps de Tindouf, ce que le Haut-Commissaire avait accepté. Ce document n'a pas été soumis et M. Loulichki souhaiterait des explications sur ce retard.

53. La délégation marocaine est convaincue des avantages de la décentralisation et de la régionalisation des structures et des fonctions du HCR, mais estime que cette approche doit impérativement cadrer avec la stratégie «Unis dans l'action» afin d'éviter un affaiblissement du rôle régulateur du siège du HCR, des doubles emplois et un manque de cohérence dans l'action des partenaires concernés. Elle souscrit entièrement au projet de conclusion générale sur la protection internationale et attend avec intérêt la tenue en décembre 2008 du Dialogue sur les défis de la protection.

54. M. DAHLGREN (Suède) dit qu'il est indispensable de créer au sein du HCR des structures qui permettent à l'organisation de répondre de façon souple et efficace aux besoins des personnes relevant de son mandat. La Suède est satisfaite de la direction prise par le HCR dans ce processus et l'encourage à mener cet effort selon le calendrier prévu. Elle attend avec intérêt des informations concrètes sur l'impact de la réforme et les retombées positives qu'elle a pu avoir pour les bénéficiaires de l'action du Haut-Commissariat.

55. Pendant sa présidence de l'Union européenne en 2009, la Suède s'attachera à obtenir des progrès sur le système européen commun pour l'asile, notamment en ce qui concerne l'harmonisation des législations sur l'asile et le développement de la dimension extérieure de l'asile. La création d'un programme commun pour la réinstallation et une coopération plus étroite avec les pays tiers afin de renforcer leurs capacités de protection sont des aspects importants pour la Suède. Ce travail sera accompli en coopération avec le HCR. En ce qui concerne les réformes de l'action humanitaire, la Suède estime important que le HCR continue de renforcer son rôle de chef de file pour les trois modules centraux, et d'apporter un soutien résolu au Coordonnateur des secours d'urgence à l'échelon mondial et aux coordonnateurs humanitaires au niveau national.

56. La Suède se félicite de l'amélioration de la situation financière du HCR et salue ses efforts pour élaborer un budget qui réponde véritablement aux besoins. Un budget fondé sur les besoins constitue un moyen de sensibilisation important, facilite l'établissement des priorités et contribue à une gestion axée sur les résultats. L'initiative sur l'évaluation des besoins globaux doit mettre davantage l'accent sur les besoins humanitaires non satisfaits. La Suède invite les donateurs à assurer un financement accru, prévisible, ponctuel et souple au HCR et à ses partenaires humanitaires. M. Dahlgren souligne l'importance de la sécurité du personnel humanitaire travaillant sur le terrain, et indique que la Suède fera son possible pour aider le Haut-Commissaire dans ses initiatives à cet égard.

57. M. PORTALES (Chili) dit que la Déclaration et le Plan d'action de Mexico adoptés en 2004 par 20 pays d'Amérique latine, dont le Chili, sont devenus des instruments efficaces de consolidation des mécanismes de protection des réfugiés et des personnes déplacées dans cette région du monde. Sa composante la plus novatrice, le programme de réinstallation solidaire, permet à chaque pays d'Amérique latine, lorsqu'il en a la possibilité, de proposer de recevoir des réfugiés se trouvant dans d'autres pays du continent. Le Chili a accueilli un certain nombre de réfugiés dans ce cadre depuis 1999, dont 91 réfugiés colombiens à partir de 2005. En réponse à un appel du HCR et de la communauté internationale, il accueille cette année un groupe de 116 réfugiés palestiniens en provenance d'Iraq. Concernant la réforme des structures et des fonctions du HCR, le Chili soutient la politique de décentralisation et de régionalisation qu'il estime importante pour améliorer l'efficacité du Haut-Commissariat. En conclusion, M. Portales réitère l'intention de son gouvernement de continuer de coopérer aux programmes du HCR et à la promotion et à la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays.

58. M. JAZAÏRY (Algérie) déclare que sa délégation se joint à la déclaration prononcée par le représentant de la Côte d'Ivoire au nom du Groupe africain. Il constate que l'action humanitaire se trouve ces dernières années compromise par une crise financière et alimentaire grave et par la lourdeur des charges qui reviennent aux pays d'accueil, en particulier aux pays en développement. Il rappelle que les pays de l'hémisphère Sud accueillent la grande majorité des réfugiés et que leur contribution constitue un apport fondamental à la protection des réfugiés. Il souligne que le

dialogue de haut niveau sur les défis liés à la protection, engagé l'an dernier par le Haut-Commissaire, mérite à cet égard, d'être salué. Il appelle en outre au renforcement de la coopération du HCR avec les institutions internationales, notamment avec l'Organisation internationale pour les migrations, pour s'attaquer à la problématique des réfugiés dans le contexte des mouvements migratoires. Il réaffirme par ailleurs que la question des personnes déplacées dans leur propre pays constitue une préoccupation majeure nécessitant un traitement dans le respect de la sphère de compétence de chaque organisation internationale.

59. En ce qui concerne les réfugiés sahraouis à Tindouf, M. Jazaïry déclare que le représentant du Maroc a proféré des allégations affligeantes. L'accusation de manque de transparence dans la distribution de l'aide alimentaire aux réfugiés sahraouis à Tindouf a été démentie en son temps par le HCR et ne repose sur aucun fondement. L'Algérie assure déjà l'essentiel du fardeau lié à l'accueil des réfugiés. La question du recensement des réfugiés a également été évoquée par le représentant du Maroc mais il a omis de mentionner que, dans le cadre du plan de règlement qui avait été signé par son pays et par le Front POLISARIO, une commission d'identification a été mise en place et a recensé, entre 1997 et 2000, 135 000 Sahraouis. M. Jazaïry réaffirme que l'Algérie est disposée à réengager le processus d'enregistrement dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). C'est la politique d'obstruction du Maroc à l'égard de la mise en œuvre du référendum décidé par les Nations Unies qui a bloqué ce processus. En ce qui concerne les allégations de séquestration des Sahraouis, le Haut-Commissaire adjoint s'est rendu tout récemment à Tindouf et s'est entretenu avec les réfugiés sahraouis. De toute évidence, il ne s'est pas rendu complice d'un acte de séquestration par l'Algérie.

60. Le PRÉSIDENT déclare que le Maroc pourra exercer son droit de réponse après la déclaration du Haut-Commissaire.

61. M. GUTERRES (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) remercie l'Ambassadeur d'Égypte d'avoir annoncé la publication conjointe, par la Ligue des États arabes et le HCR, d'un ouvrage consacré aux sources, dans la tradition arabe et le droit islamique, du droit international moderne afférent aux réfugiés. Il prévoit de se rendre au Caire pour une présentation conjointe de cet ouvrage par la Ligue arabe et le HCR et il espère que celui-ci contribuera à faire comprendre l'importance de la tradition d'hospitalité du monde arabe et, plus largement, de l'islam. Il s'est récemment rendu à Sharm el Sheikh pour examiner avec le Ministre des affaires étrangères la situation de l'Égypte en matière de réfugiés, notamment concernant les flux de réfugiés en provenance d'Érythrée, les questions de refoulement et de transit. Il souligne que le HCR a engagé un dialogue très ouvert avec les autorités égyptiennes pour apporter des solutions à ces problèmes difficiles.

62. M. Guterres déclare que la tradition de protection des réfugiés au Mozambique est très importante et utile et que l'on a assisté dans ce pays à deux évolutions notables. Tout d'abord, le Mozambique est devenu un pays pilote de l'initiative «Unis dans l'action» et, deuxièmement, sur la base de la décision du Gouvernement mozambicain de permettre l'intégration des réfugiés au niveau local, il existe désormais une perspective de coopération des autorités mozambicaines avec les différents organismes des Nations Unies pour créer des conditions favorables à l'accueil des réfugiés de manière durable.

63. M. Guterres se félicite que l'Espagne ait mis en place un ensemble de pratiques optimales concernant la protection des réfugiés, notamment aux îles Canaries, où les demandeurs d'asile ayant besoin de protection disposent de toutes les informations nécessaires pour demander l'asile et où leurs demandes sont traitées comme il se doit. Cela prouve qu'il est tout à fait possible d'appliquer une politique de migration et de gestion responsable des frontières tout en protégeant les réfugiés et en respectant le droit d'asile.

64. M. Guterres remercie la représentante du Nigéria et souligne que le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement dans la sous-région de la CEDEAO est un instrument très important permettant l'intégration des réfugiés au niveau local, surtout pour ce qui concerne les réfugiés en provenance de la Sierra Leone et du Libéria. Le Nigéria a accueilli un grand nombre de ces réfugiés et certains sont restés dans le pays grâce à la possibilité d'intégration locale offerte par ce protocole et par la coopération entre les États membres de la CEDEAO dans le cadre de celui-ci.

65. M. Guterres se félicite de l'appui apporté par le Danemark aux programmes d'assistance aux réfugiés du HCR ainsi que de la politique danoise très active d'appui aux communautés accueillant les réfugiés (par exemple, en Ouganda) et aux activités d'intégration des réfugiés. Il est important pour le HCR de créer des liens entre ce type de politique et l'initiative «Unis dans l'action» afin d'unir le système des Nations Unies autour d'une action commune d'aide aux réfugiés et au processus de développement nécessaire pour la réintégration des réfugiés retournant dans leur pays.

66. M. Guterres souligne l'importance que le HCR accorde à la poursuite par la Serbie de ses activités concernant le problème des réfugiés dans les Balkans, notamment en Serbie. Une réunion de haut niveau s'est tenue juste avant le Dialogue sur les défis de la protection, avec la participation des Gouvernements serbe, croate et bosniaque, non pas pour remplacer le Processus de Sarajevo mais au contraire pour renforcer ce processus et apporter une solution efficace aux problèmes persistants dans ce domaine. Le HCR compte sur la coopération du Gouvernement serbe dans le cadre de cette action.

67. M. Guterres remercie le représentant de l'Afrique du Sud de son intervention courageuse concernant la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des problèmes liés aux réfugiés, la pauvreté étant généralement la cause principale des problèmes dans ce domaine. Par ailleurs, il est vrai que la promotion de la tolérance est l'élément le plus important des actions visant à renforcer la protection des réfugiés dans le monde, car il est impossible de garantir leur protection si les communautés les rejettent. Lors de sa récente mission en Afrique du Sud, M. Guterres a constaté la difficulté d'appliquer concrètement une politique très généreuse. Il se prépare à coopérer avec le Gouvernement sud-africain pour combler ces lacunes et mettre en place une politique dont la mise en œuvre corresponde pleinement à la générosité de ses principes.

68. M. Guterres remercie l'Ambassadeur du Maroc de sa déclaration, qu'il convient de rapprocher avec la déclaration faite par l'Ambassadeur d'Algérie. À cet égard, il constate que les problèmes de réfugiés ont toujours des origines politiques et que la solution de ces problèmes est toujours politique. Dans le même temps, il estime que la communauté internationale a l'obligation stricte de garantir une non-politisation de ses activités à l'égard des réfugiés. En ce qui concerne les réfugiés sahraouis, il a conscience que le niveau de l'aide humanitaire que le HCR est capable de donner n'est pas suffisant, et il s'engage à intensifier le programme du HCR.

Il a l'intention de se rendre dans la région en 2009 et de s'attaquer à la question de l'enregistrement, car le HCR n'a pas encore réussi à mettre en place les conditions permettant cet enregistrement. En réponse à la question posée par l'Ambassadeur du Maroc, M. Guterres déclare que le rapport mentionné n'a pas été établi parce que le bureau du HCR à Alger a subi un attentat-suicide qui a fortement ralenti ses activités. Néanmoins, le HCR a mis en place une coopération exceptionnelle avec les Gouvernements marocain et algérien et s'efforce d'œuvrer pour le bien-être de la communauté sahraouie.

69. M. Guterres déclare que la Suède a apporté un appui extrêmement important aux activités du HCR partout dans le monde. La déclaration faite par le représentant de la Suède amène à examiner plus en détail l'impact possible des évaluations des besoins mondiaux sur les travaux réalisés par le HCR dans le cadre de ses différents partenariats. La protection des réfugiés et l'assistance aux réfugiés sont des éléments essentiels de cette évaluation des besoins. Il existe deux domaines dans lesquels les évaluations des besoins ne peuvent être réalisées efficacement que dans le cadre de partenariats très étroits. Il s'agit tout d'abord des déplacements internes. À ce sujet, les représentants du HCR et du BCAH se sont rencontrés ce jour pour examiner les moyens de travailler ensemble sur cette question. Le problème qui se pose est d'abord un problème de calendrier. Pour être efficaces, ces activités devraient figurer au budget du HCR pour 2010 et 2011, alors que les travaux qui ont été effectués par la communauté de l'assistance humanitaire évoluent plus lentement. Le second domaine où des partenariats sont nécessaires est celui qui concerne la réintégration et l'appui aux zones touchées par la présence de réfugiés. En attendant que ces partenariats produisent des résultats, le HCR essaiera d'évaluer les besoins auxquels il peut répondre seul. Par ailleurs, M. Guterres souligne l'importance de la mise en place du système d'asile européen. Il estime que la principale lacune dans ce domaine est l'absence d'harmonisation des législations et de véritable programme européen de réinstallation des réfugiés. Il s'agit de deux aspects extrêmement importants dans lesquels des progrès peuvent être réalisés.

70. En ce qui concerne le Chili, M. Guterres se félicite de l'initiative de réintégration solidaire mise en œuvre dans le cadre du Plan d'action de Mexico, ainsi que de l'initiative qu'a prise le Chili de réinstaller des réfugiés palestiniens en provenance de la frontière iraquienne, avec l'accord de l'Autorité palestinienne. Associées à une initiative similaire prise par le Brésil, ces deux actions ont eu un impact important dans ce domaine.

71. M. LEE Sung-Joo (République de Corée) se félicite des réformes menées actuellement par le HCR et salue les résultats remarquables déjà obtenus dans ce domaine, notamment l'inauguration officielle du Centre des services globaux à Budapest en février dernier, qui devrait améliorer encore l'efficacité des activités du siège. Il se félicite de la nouvelle version du logiciel Focus de gestion basée sur les résultats et de l'adoption par le Comité permanent, à sa quarante et unième session, de la nouvelle structure du budget axée sur les résultats. Il reste néanmoins encore des mesures à prendre pour atteindre les objectifs définis au début du processus de réforme. Ainsi, suite aux mesures de décentralisation et de régionalisation, il convient maintenant de mettre en place le cadre de comptabilité mondiale et d'assurer l'autonomisation des bureaux régionaux.

72. M. Lee Sung-Joo se félicite de l'étendue des activités entreprises par le HCR en matière de prévention de la violence sexuelle et fondée sur l'appartenance sexuelle ainsi que de la violence à l'encontre des enfants, au titre de la Stratégie AGDM. Il appuie le Plan d'action lancé par le

HCR et se félicite des efforts qu'il a réalisés pour empêcher le refoulement des réfugiés. Il rappelle que tous les pays doivent respecter le principe fondamental du non-refoulement. En étroite collaboration avec le HCR, le Gouvernement coréen a renforcé sa participation aux activités visant à apporter des solutions durables au problème des réfugiés. Dans le cadre de ces efforts, le Gouvernement coréen a récemment engagé une consultation bilatérale régulière avec le bureau du HCR en Corée.

73. M^{me} JOINER (Union africaine) souligne l'importance historique du partenariat privilégié entre la Commission de l'Union africaine et le HCR. La forte présence du HCR en Afrique et sa proximité étroite avec les populations déplacées donnent une très grande valeur à ce partenariat. L'Union africaine s'associe à la déclaration faite par la Côte d'Ivoire au nom du Groupe africain et se dit préoccupée par l'afflux continu de réfugiés et de personnes déplacées internes dû à l'insécurité et aux conflits qui persistent dans différentes parties du continent. Cette situation est encore compliquée par les catastrophes naturelles et les conséquences des changements climatiques. M^{me} Joiner remercie les pays accueillant des réfugiés pour la générosité dont ils ont fait montre et déclare que la Commission de l'Union africaine souhaite continuer à coopérer avec les pays d'origine des réfugiés en vue de promouvoir la paix, la sécurité et la réconciliation nationale, et de permettre le retour de toutes les personnes déplacées.

74. L'Union africaine est préoccupée par les conséquences des changements climatiques, de la hausse du prix du pétrole et de la crise alimentaire actuelle. Le continent africain continue à subir de graves sécheresses et inondations, et plusieurs études montrent que l'Afrique sera un des continents les plus touchés par les effets des changements climatiques, ceux-ci pouvant entraîner des déplacements de population à grande échelle en raison de la fréquence et de l'ampleur croissantes des catastrophes naturelles. La Commission de l'Union africaine continue de verser des contributions financières à ses États membres devant faire face à ces difficultés. Cela étant, elle engage la communauté internationale à continuer de fournir et à accroître l'assistance humanitaire et l'aide au développement en Afrique.

75. La Commission de l'Union africaine prépare actuellement le premier Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement africains sur les réfugiés, qui se tiendra en Ouganda en avril 2009. Le Sommet devrait déboucher sur l'adoption d'une déclaration qui établira les fondements des stratégies de l'Union africaine au cours des prochaines années, ainsi que d'une convention de l'Union africaine pour la protection et l'assistance aux personnes déplacées internes en Afrique. Malgré tous les efforts accomplis pour protéger et aider les réfugiés, l'accès à l'aide humanitaire reste un défi majeur. Le niveau de protection et d'assistance accordée aux personnes déplacées en Afrique est généralement très bas alors que la survie de la majorité des réfugiés et des personnes déplacées internes dépend de plus en plus de l'assistance humanitaire.

76. La Commission de l'Union africaine est très intéressée par la nouvelle approche élaborée en vue de l'évaluation des besoins mondiaux et engage le HCR à fournir de plus amples détails sur les critères qui seront utilisés pour évaluer ces besoins et, en particulier, définir les priorités dans ce domaine. Tout en reconnaissant les avantages de l'initiative «Unis dans l'action», l'Union africaine constate que des questions subsistent concernant les relations entre le HCR et ses partenaires dans plusieurs domaines du développement. Ces relations doivent encore être définies et des accords détaillés sur le partage des efforts restent à conclure entre toutes les parties prenantes concernées sur le terrain.

77. M. GUTERRES (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) exprime son soutien aux importantes initiatives évoquées par la représentante de la Commission de l'Union africaine. Il ajoute que la coopération du HCR avec la Corée joue un rôle important et se félicite du dialogue mis en place entre le HCR et la Corée et visant à garantir que le plus grand nombre possible de réfugiés nord-coréens soient acheminés de façon discrète vers la Corée du Sud.

78. M. LOULICHKI (Maroc) déclare qu'il a cédé la parole au Président par courtoisie et par respect pour le Haut-Commissaire, mais qu'il n'a pas pu exercer son droit de réponse. Il souhaite que le Président lui indique quand il pourra exercer ce droit.

79. Le PRÉSIDENT déclare que le représentant du Maroc sera, s'il le souhaite, le premier à intervenir à la séance du lendemain.

La séance est levée à 18 h 15.
